



NATIONS UNIES UN LIBRARY

Distr.
GENERALE

ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE



DEC 21 1979
SA COLLECTION
CONSEIL
DE SÉCURITÉ

A/34/606
S/13583
22 octobre 1979
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS/
CHINOIS

ASSEMBLEE GENERALE
Trente-quatrième session
Point 11 de l'ordre du jour
RAPPORT DU CONSEIL DE SECURITE

CONSEIL DE SECURITE
Trente-quatrième année

Lettre datée du 19 octobre 1979, adressée au Secrétaire général par le
représentant permanent de la Chine auprès de l'Organisation des
Nations Unies

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint le texte d'un discours prononcé par Han Nianlong, chef de la délégation chinoise et vice-ministre des affaires étrangères, à la treizième séance plénière des négociations sino-vietnamiennes, le 19 octobre 1979.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de ce discours comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre du point 11 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Le représentant permanent de la
République populaire de Chine
auprès de l'Organisation des
Nations Unies,

(Signé) CHEN Chu

ANNEXE

Discours prononcé par Han Nianlong, chef de la délégation chinoise à la 13ème séance plénière des négociations sino-vietnamiennes, le 19 octobre 1979

Les négociations sino-vietnamiennes piétinent et il est devenu difficile de faire des progrès. Cet état de choses suscite une préoccupation générale. Comment faire sortir les négociations de l'impasse, voilà un problème immédiat sur lequel nos deux délégations doivent se pencher.

La détérioration des rapports sino-vietnamiens a des causes profondes et des origines complexes. La partie chinoise a toujours estimé qu'en vue de rétablir des relations normales entre les deux pays et de régler les différends et les problèmes qui les séparent, il faut tout d'abord trouver une solution au problème de l'hégémonisme régional qui est à l'origine de la dégradation des rapports entre les deux Etats. Pour ce faire, la partie chinoise a proposé à maintes reprises que les deux parties discutent en premier lieu des cinq principes de la coexistence pacifique et du principe de la non-recherche de l'hégémonie. C'est une proposition tout à fait équitable et rationnelle. Mais la partie vietnamienne a tout mis en oeuvre pour esquiver la discussion de ces principes; elle a lancé des attaques et des injures contre la Chine et avancé toutes sortes de prétextes pour entraver le déroulement des pourparlers, prétendant que l'invasion du Kampuchea et l'occupation du Laos par les forces armées vietnamiennes, étaient un problème d'un pays tiers" et "n'avaient rien à voir avec les négociations vietnamo-chinoises" et que demander le départ des troupes vietnamiennes du Kampuchea constituait "une ingérence dans les affaires intérieures d'autrui". Ces allégations de la partie vietnamienne ne tiennent absolument pas debout.

Nul n'ignore qu'après la fin de la guerre de résistance contre l'agression américaine, les autorités vietnamiennes, tablant sur l'appui du social-impérialisme soviétique et sur leur potentiel militaire gonflé au cours de la guerre, oubliant totalement qu'elles avaient elles-mêmes souffert de l'agression et de l'oppression, et méprisant le désir ardent du peuple vietnamien de se rétablir et de panser les blessures qui lui avaient été infligées durant la guerre, sont allées jusqu'à recourir à la force armée pour attaquer leurs compagnons d'armes et frères. Elles ont soumis le Laos à leur contrôle et le Kampuchea à l'agression, cherchant à échafauder par contrainte une "fédération indochinoise". Elles ont lancé une campagne antichinoise, occupé par la force des îles chinoises et entrepris des incursions à la frontière chinoise. Face à cette politique d'agression et d'expansion pratiquée par les autorités vietnamiennes, la partie chinoise a toujours adopté une attitude de retenue. A maintes reprises, elle leur a donné des conseils bienveillants et les a mises sérieusement en garde. Dans le même temps, fidèle à ses principes et à l'idée de justice, elle a combattu les actes d'agression et d'expansion perpétrés par les autorités vietnamiennes et soutenu résolument le peuple du Kampuchea dans sa juste lutte contre l'agression vietnamienne. Ainsi donc,

les autorités vietnamiennes ont considéré la Chine comme un grand obstacle à la mise en oeuvre de leur politique d'hégémonisme régional; elles ont déchaîné une campagne d'opposition et d'hostilité à la Chine de plus large envergure, encore intensifié sans cesse leurs provocations et leurs incursions à la frontière chinoise et en sont venues à provoquer de graves conflits armés frontaliers, détériorant ainsi rapidement les relations sino-vietnamiennes. Ces faits montrent à l'évidence que la politique d'agression, d'expansion et d'hégémonisme poursuivie par les autorités vietnamiennes vise non seulement le Laos, le Kampuchea et les pays du sud-est asiatique, mais aussi la Chine. Le contrôle du Laos, l'agression contre le Kampuchea, l'opposition et l'hostilité à la Chine sont trois aspects importants de leur politique d'hégémonisme régional et sont à la base de la dégradation des rapports sino-vietnamiens. Ces trois aspects se sont étroitement imbriqués dans leur origine et leur évolution et se conditionnent mutuellement. Si le Viet Nam ne met pas fin à son agression et à son expansion au Kampuchea et au Laos ainsi qu'à sa politique d'opposition et d'hostilité à la Chine, il sera difficile de restaurer la confiance nécessaire entre la Chine et le Viet Nam, et à plus forte raison, rétablir des relations normales entre ces pays.

La poursuite par les autorités vietnamiennes, sous l'instigation de l'Union soviétique, d'une politique d'opposition et d'hostilité à la Chine, et d'une politique d'agression, d'expansion et d'hégémonisme régional est à l'origine de l'agitation en Indochine et dans la région du sud-est asiatique, et elle sert la politique de l'Union soviétique consistant à descendre vers le sud pour s'assurer l'hégémonie dans le monde. Si l'on admet et tolère que les autorités vietnamiennes poursuivent l'escalade de leur agression et de leur expansion, la situation en Asie du sud-est deviendra toujours plus tendue et troublée, la paix et la sécurité seront impossibles le long de la frontière méridionale de la Chine, et la modernisation socialiste de notre pays souffrira de perturbations. Comment pourrait-on alors prétendre que l'établissement du principe de la non-recherche de l'hégémonie en Indochine et dans la région de l'Asie du sud-est et l'arrêt de l'agression et de l'expansion auxquelles se livre le Viet Nam dans cette région "n'ont rien à voir avec les négociations" et qu'il s'agit-là d'un "problème d'un pays tiers"?

Dans le 2ème point de sa proposition de principe en huit points, la délégation chinoise a avancé en termes explicites ce qui suit :

"Aucune des deux parties ne doit rechercher l'hégémonie en Indochine, au Sud-est asiatique ou dans les autres régions; chacune d'elles s'oppose aux efforts tentés par un autre état quel qu'il soit ou par un groupe d'Etats pour s'assurer une telle hégémonie.

L'une comme l'autre partie s'abstiendra de stationner des forces armées à l'étranger, et les troupes déjà envoyées à l'étranger doivent se retirer dans leur propre pays. Aucune partie ne doit participer à un bloc militaire dirigé contre l'autre partie, ni fournir de bases militaires à un pays étranger, ni se livrer, à partir du territoire et de bases d'autrui, à des menaces, des activités de subversion ou d'invasion armée contre l'autre partie ou d'autres pays".

Ces principes ne se rapportent en aucune manière aux affaires intérieures du Kampuchea et du Laos. Elles suggèrent, par contre, des mesures fondamentales de nature à combattre l'hégémonisme, et constituent aussi des principes importants indispensables au rétablissement de relations normales entre la Chine et le Viet Nam. A l'heure actuelle, de nombreux pays et peuples du monde exigent avec force que le Viet Nam retire ses troupes d'agression du Kampuchea et du Laos pour laisser les peuples de ces deux pays décider eux-mêmes du sort de leurs états et régler leurs problèmes à l'abri des ingérences et des pressions extérieures. Cette demande est dans l'ordre des choses et vise à préserver les normes élémentaires régissant les rapports internationaux. Mais, la partie vietnamienne a déformé cette demande légitime en la qualifiant d'"immixtion dans les affaires intérieures d'autrui" et refuse catégoriquement d'en discuter. Cela montre que les autorités vietnamiennes, ne voulant aucunement entendre raison, s'obstinent à pratiquer leur politique hégémoniste d'opposition et d'hostilité à la Chine ainsi que d'agression et d'expansion, et cherchent à poursuivre leur agression contre le Kampuchea et à perpétuer leur contrôle du Laos. Voilà la seule explication possible. Si, comme l'a prétendu leur propagande, les autorités vietnamiennes sont vraiment disposées à observer strictement les principes de la coexistence pacifique, et n'entendent pas s'assurer l'hégémonie en Indochine et dans la région du sud-est asiatique, pourquoi ne veulent-elles pas retirer leurs troupes du Kampuchea et du Laos? Sans ce retrait, comment pourrait-on croire qu'elles n'ont pas d'ambitions hégémonistes? Comment pourrait-on dire qu'elles sont désireuses de maintenir la paix et la stabilité en Indochine et dans la région du sud-est asiatique et qu'elles ne nourrissent pas d'ambition d'expansion territoriale à l'égard des pays voisins? Si la partie vietnamienne ne veut pas s'engager à respecter le principe de la non-recherche de l'hégémonie et refuse carrément de discuter ce problème, comment pourrait-on affirmer qu'elle est sincère vis-à-vis du rétablissement des relations normales entre la Chine et le Viet-Nam?

La saison sèche va bientôt commencer en Indochine. Les autorités vietnamiennes sont en train d'effectuer des manoeuvres de troupes, et d'accélérer leurs préparatifs pour lancer une nouvelle offensive d'agression contre les forces armées patriotiques et la population du Kampuchea. Le matériel de guerre soviétique est acheminé sans arrêt vers le Viet Nam et le Kampuchea par voies aérienne et maritime. Dans certaines régions au Kampuchea, l'offensive vietnamienne de la saison sèche a déjà commencé. Dans les régions occupées par les troupes d'agression vietnamiennes, plus d'un million de Kampuchéens sont actuellement au seuil de la famine et de la mort. Les envahisseurs vietnamiens ont même canonné des régions frontalières de Thaïlande, violant gravement la souveraineté de ce pays. Les actes d'agression des autorités vietnamiennes ont fait l'objet d'une condamnation énergique de la part de nombreux pays du monde et suscité une résistance farouche du peuple du Kampuchea. Là où il y a oppression, il y a révolte et lutte. Nous sommes convaincus que le peuple du Kampuchea aux glorieuses traditions de résistance à l'agression étrangère ne se laissera jamais asservir par les envahisseurs vietnamiens, et que les pays et peuples attachés à la justice ne toléreront pas l'agression armée contre le Kampuchea et l'occupation militaire de ce pays par le Viet Nam. Les autorités vietnamiennes se sont déjà profondément enfoncées dans le borbier de leur agression contre le Kampuchea et ont, par la guerre, imposé au peuple vietnamien de lourdes charges et lui ont causé les pires souffrances. Si les autorités vietnamiennes ne se retirent pas à temps, elles ne pourront que s'enliser toujours plus profondément et, comme tout agresseur dans l'histoire, elles finiront mal.

Récemment, tout en s'évertuant à entraver les négociations sino-vietnamiennes, les autorités vietnamiennes ont soulevé une nouvelle vague perfide d'hostilité et d'opposition à la Chine et ont proféré des calomnies et des insultes à son égard. Dans leur livre blanc intitulé "La vérité sur les rapports vietnamo-chinois durant les 30 dernières années", rendu public au début du mois d'octobre, elles ont inversé le vrai et le faux, forgé des mensonges, déformé totalement l'histoire des relations sino-vietnamiennes de ces dernières décennies, et même falsifié et inventé sans scrupule des propos des dirigeants chinois, dans la vaine tentative d'incriminer la Chine en la taxant d'"expansionnisme" et d'"hégémonisme". Ce faisant, les autorités vietnamiennes tentent de toute évidence, de duper le peuple vietnamien, de détourner l'attention de l'opinion internationale, de sortir de leur isolement, de camoufler les actes criminels qu'elles ont perpétrés pour obtenir l'hégémonie régionale et créer un écran de fumée pour déclencher de nouvelles offensives militaires contre le Kampuchea. Les machinations des autorités vietnamiennes, qui consistent à rendre le mal pour le bien et à mystifier l'opinion publique sont depuis longtemps méprisées par la communauté internationale. Toutes manoeuvres auxquelles vous recourez ne feront que révéler encore davantage votre perfidie. Alors qu'il est devenu urgent de débloquent les pourparlers entre les délégations des Gouvernements chinois et vietnamien, les autorités vietnamiennes lancent avec frénésie une campagne antichinoise, empoisonnant délibérément l'atmosphère des négociations. Cela montre davantage que votre "sincérité" quant au règlement des problèmes et au rétablissement des relations normales entre les deux pays, par voie de négociations, n'est qu'un verbiage destiné à leurrer l'opinion publique.

La partie chinoise tient à réaffirmer ce qui suit : afin de régler à la base les problèmes existant entre les deux pays et de rétablir leurs relations normales, les deux délégations doivent discuter, en premier lieu, des cinq principes de la coexistence pacifique et du principe de la non-recherche de l'hégémonie. Si les deux parties parviennent à un accord sur les principes fondamentaux devant guider les rapports entre les deux pays, elles auront une orientation à suivre pour régler, au moyen de consultations, leurs litiges concrets. C'est seulement ainsi que les pourparlers pourront sortir de l'impasse et enregistrer des progrès. Nous espérons que la partie vietnamienne prendra sérieusement en considération les propositions rationnelles de la partie chinoise.
